

Canada – United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada – États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation au Sommet législatif de la
« National Conference of State Legislatures »
(NCSL)**

Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

**Los Angeles, Californie, États-Unis d'Amérique
du 29 juillet au 2 août 2018**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 29 juillet au 2 août 2018, le sénateur Michael L. MacDonald et l'honorable Wayne Easter, C.P., député, coprésidents de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis, ont dirigé une délégation au sommet législatif annuel de la National Conference of State Legislatures (NCSL), qui a eu lieu à Los Angeles, en Californie. Outre les coprésidents, la délégation était composée de la sénatrice Diane Griffin, du vice-président, M. John Brassard, député, et de M. Brian Masse, député, vice-président. La délégation était accompagnée de M^{mes} Miriam Burke et June Dewetering, respectivement secrétaire exécutive et conseillère principale de la Section canadienne.

LA CONFÉRENCE

Instituée en 1975, la NCSL est une organisation bipartisane au service des législateurs et du personnel législatif des 50 États, des territoires et des États libres associés des États-Unis. Elle offre un service de recherche et un soutien technique, tout en constituant un lieu d'échange d'idées sur les enjeux qui se posent aux États. Elle défend également les intérêts de ces derniers devant le Congrès américain et les organismes fédéraux.

La NCSL est dirigée par un comité exécutif et compte neuf commissions permanentes formées de législateurs. Ces commissions sont les suivantes :

- Budgets et recettes
- Communications, services financiers et commerce inter-États
- Éducation
- Services santé et aide sociale
- Travail et développement économique
- Droit, justice pénale et sécurité publique
- Efficacité législative
- Ressources naturelles et infrastructure
- Redécoupage des districts et élections

Les législateurs siègent par ailleurs aux neuf groupes de travail :

- Agriculture
- Cybersécurité

- Approvisionnement énergétique
- Immigration
- Innovations dans les régimes de soins de santé d'États
- Assurances
- Relations internationales
- Affaires militaires et anciens combattants
- Taxation par les autorités locales et les États

ACTIVITÉS DU SOMMET ET OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION

Dans le cadre du sommet législatif de 2018, divers sujets ont été abordés, dont bon nombre concernent le Canada; les délégués de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis (la Section canadienne) ont ainsi pu obtenir de l'information qui éclairera leurs travaux législatifs. D'habitude, les réunions du sommet législatif de la NCSL portent sur divers sujets, notamment l'agriculture, les budgets, la justice pénale, le développement économique, l'éducation, les élections, l'emploi, l'énergie, l'environnement, les services financiers, la santé, l'aide sociale, l'immigration, les technologies de l'information, les assurances, les ressources naturelles, les régimes de retraite, le développement rural, la fiscalité, le commerce et les transports.

Les discussions avec les législateurs d'États sur une vaste gamme de sujets au Sommet législatif annuel de la NCSL permettent aux membres de la Section canadienne de mieux atteindre leurs objectifs de trouver des points de convergence dans les politiques respectives, d'entamer le dialogue sur les différends, d'encourager la mise en commun de l'information et de chercher à mieux faire connaître les enjeux communs. En outre, les réunions avec les législateurs d'États sont un bon moyen pour les membres de la Section canadienne de se renseigner et de donner leur avis sur les dossiers d'État ayant une incidence sur le Canada.

En plus d'assister aux réunions d'information pour informer les législateurs d'États, M. Easter a parlé de la renégociation de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA), et des membres de la Section canadienne se sont joints à des législateurs d'environ 20 pays ou régions du monde entier à quelques-unes des activités du volet international du sommet.

Le présent rapport résume les discussions tenues dans le cadre de certaines de ces séances.

COLLABORER POUR AMENER LES ALIMENTS DES CHAMPS JUSQU'À LA CAFÉTÉRIA

Breanna Hawkins, *Conseil de politique alimentaire de Los Angeles*

- Tout le monde devrait pouvoir avoir accès à des aliments nutritifs.

- Les « aliments gaspillés dans l'assiette » constituent un problème important.
- Comme les valeurs influent sur la politique, y compris dans le contexte des aliments, il importe de se rappeler les valeurs relatives à ce qui suit :
 - La nutrition;
 - Le bien-être animal;
 - Les économies locales;
 - La durabilité de l'environnement.
- Lors de l'élaboration d'une « politique alimentaire », il convient de tenir compte des considérations suivantes touchant l'alimentation :
 - Locale
 - Durable
 - Équitable
 - Saine
 - Humaine.

Jayson Watts, *Bureau du lieutenant-gouverneur d'Hawaii*

- Grâce à des initiatives « de la ferme à l'école », plus d'aliments nutritifs, frais et locaux peuvent être amenés dans les cafétérias des écoles. Par ailleurs, les liens qui existent entre l'alimentation, l'agriculture, les terres et les cultures peuvent être resserrés, et la demande agricole, la production et les revenus peuvent être accrus.
- Les élèves bien nourris réussissent souvent mieux à l'école.
- Les initiatives « de la ferme à l'école » ne réussiront que si des personnes veulent se consacrer à l'agriculture.

LES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS L'AMÉLIORATION DES PLANTES ET DES ANIMAUX – L'ÉDITION GÉNÉTIQUE ET L'AVENIR DE L'AGRICULTURE

Val Giddings, *Information Technology and Innovation Foundation*

- L'agriculture a des incidences considérables sur l'environnement.
- Il convient de trouver un équilibre approprié entre nourrir les gens et laisser place à la biodiversité et à la faune.
- Bien qu'il soit possible de contrôler les insectes avec des produits chimiques, il est peut-être préférable d'avoir recours à l'utilisation de solutions biologiques qui sont fondées sur une compréhension des organismes vivants.
- L'« édition génétique », qui implique de procéder à des modifications moléculaires du matériel génétique, à des possibilités d'usage en agriculture et pourrait révolutionner la médecine.

- Les cultures issues de la « biotechnologie » permettent, entre autres avantages, de « faire plus » avec moins et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

POUR LE MEILLEUR OU POUR LE PIRE : LE COMMERCE INTERNATIONAL ET L'AGRICULTURE

A.G. Kawamura, *Western Growers Association* et *Orange County Producers, LLC*

- Le succès du secteur agricole soutient les civilisations.
- Le secteur agricole doit « bien faire » pour atteindre un certain nombre des objectifs de développement durable des Nations-Unis. Si ces objectifs sont atteints, le monde sera très différent.
- Les États-Unis ont atteint un pic historique en ce qui a trait aux difficultés auxquelles les agriculteurs sont confrontés.
- Aux États-Unis, la production agricole augmente et moins d'intrants sont nécessaires pour atteindre ce niveau de production plus élevé.
- Des produits agricoles sont maintenant cultivés dans des pays qui, historiquement, étaient incapables de les cultiver.
- Le jardinage « sur les toits » contribue à l'augmentation de l'approvisionnement alimentaire.
- L'expansion de la classe moyenne dans un certain nombre de pays « stimule » la demande d'aliments différents donnant lieu à de nouveaux modes de consommation.
- En ce qui concerne le secteur agricole, l'objectif est d'atteindre une situation d'abondance, non une situation de survie; l'abondance offre le choix.
- Le commerce repose sur des relations solides, et la confiance est essentielle.
- Le commerce ne s'arrête pas simplement parce que les gouvernements « se trompent » à propos de leurs décisions et de leurs politiques commerciales.
- Avec une meilleure méthode de commercialisation, il est possible de « s'implanter » dans un marché étranger assez rapidement.
- Un accès amélioré aux marchés exige un souci constant de l'évolution et du renforcement de la compétitivité.

FORUM DES PDG : LA PROCHAINE GÉNÉRATION D'INNOVATION

Andrea Deveau, de TechNet, a posé des questions à Tim Chen, de Nerdwallet, Brynne Kennedy, de Topia, et Marco Zappacosta, de Thumbtack.

Tim Chen, *Nerdwallet*

- Les décideurs peuvent contribuer à soutenir l'innovation en favorisant la cohérence et la clarté en matière de réglementation, y compris entre les États et les administrations.
- Un manque de cohérence et de clarté en matière de réglementation peut compromettre la protection des consommateurs.
- Le « pendule politique » peut être néfaste pour les entreprises. Il faudrait donc se concentrer sur l'élaboration de politiques pouvant « survivre » aux changements de dirigeants des partis politiques, avec la stabilité qui en résulte.
- Aux États-Unis, de nombreuses personnes ont un emploi à temps partiel en plus de leur emploi à temps plein.
- L'éducation postsecondaire coûte trop cher pour l'Américain moyen.
- Les entrepreneurs ont de la difficulté à avoir accès à du capital, en particulier pour l'expansion de leurs activités.

Brynne Kennedy, *Topia*

- La mondialisation, la compétitivité mondiale, l'automatisation et l'intelligence artificielle ont une incidence sur la main-d'œuvre, qui doit répondre aux exigences des employeurs de l'avenir, plutôt que de ceux du passé.
- En ce qui a trait à la quatrième révolution industrielle, il est nécessaire de réfléchir sciemment à la façon dont l'automatisation pourrait se répercuter sur l'ensemble de la population.
- De nombreux emplois continueront de « disparaître » en raison de l'innovation.
- Lorsqu'une personne change d'emploi, elle a besoin de suivre un « parcours individualisé d'apprentissage » et de déterminer comment ses compétences existantes ou nouvelles peuvent être appliquées à d'autres tâches.
- Les personnes doivent être dotées des compétences nécessaires pour changer de rôle, d'entreprise, de lieu de travail, etc.
- Tout le monde doit comprendre les bases de la technologie. Cela dit, tout le monde doit également démontrer de l'empathie et de la compréhension.
- Plus de gens devraient être formés en sciences, en technologies, en génie et en mathématiques (STGM).
- Les mesures suivantes devraient être envisagées pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre actuelles :
 - Entreprendre une réforme globale de l'immigration;

- Recycler les travailleurs actuels;
 - Investir dans les systèmes d'éducation;
 - Faire en sorte que les employés actuels puissent avoir accès à l'éducation et à la formation.
- Les entrepreneurs doivent avoir accès à du capital, au bassin mondial de « talent » et à un soutien de leurs « idées géniales ».
 - Les avantages de la mondialisation doivent être partagés plus largement.
 - Des mesures fiscales peuvent servir d'incitatifs pour adopter les comportements souhaités.

Marco Zappacosta, *Thumbtack*

- La façon d'interpréter le terme « entrepreneur » devrait être élargie.
- Les entrepreneurs ont besoin d'aide pour trouver des clients, rémunérer les employés et satisfaire aux exigences des régimes de licences professionnelles.
- Le « discours » concernant l'automatisation devrait changer; l'automatisation a fait la richesse des États-Unis, a permis d'accomplir « plus » de tâches en ayant accès à « moins » de ressources et a fait en sorte que les employés sont moins susceptibles de devoir effectuer des tâches répétitives.
- Le monde se globalise, l'automatisation perturbe un certain nombre de secteurs, et les emplois non routiniers sont de plus en plus nombreux.
- Les gens devraient être habilités à travailler dans un vaste éventail de lieux en établissant une vaste gamme de relations de travail.
- Il est nécessaire de susciter un sentiment de fierté pour les métiers.

GRUPE SPÉCIAL SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL : LA RENÉGOCIATION DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALENA)

Stephen Ezell, *Information Technology and Innovation Foundation*

- L'ALENA est un élément fondamental de la « santé économique » de l'Amérique du Nord.
- L'ALENA devrait être actualisé pour s'adapter aux réalités mondiales, et les négociateurs devraient l'examiner dans un contexte stratégique mondial.
- Il est préférable de conserver la version actuelle de l'ALENA que de ne pas avoir d'accord du tout.
- On estime à 5 millions le nombre des nouveaux emplois qui ont été créés grâce à l'ALENA.

- L'ALENA est indispensable pour approfondir les relations entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, qui entretiennent un lien symbiotique et dont les chaînes d'approvisionnement sont complémentaires et intégrées.
- Le Canada et le Mexique sont les deux principaux partenaires commerciaux des États-Unis, et environ 14 millions d'emplois aux États-Unis dépendent du commerce avec ces deux pays.
- Plus de 50 % de l'économie du Canada est fondée sur le savoir, et le pays devrait se joindre aux États-Unis pour soutenir une défense plus rigoureuse des droits de propriété intellectuelle.
- Les économies sont de plus en plus fondées sur le numérique. Il devrait par conséquent y avoir un chapitre de l'ALENA qui traite des questions numériques.
- En dépit des problèmes « épineux » qui subsistent, notamment le règlement des différends entre investisseurs et États et une clause de temporisation, il est possible pour les trois pays de l'ALENA de conclure bientôt leurs négociations pour un accord modernisé.

Brian Lombardozzi, *Alliance for American Manufacturing*

- Un commerce libre, équitable et sans entrave n'existe pas.
- Les tarifs douaniers « uniformisent les règles du jeu » en cas de dumping.
- Les tarifs douaniers visant l'acier et l'aluminium que les États-Unis appliquent à la suite de l'enquête de sécurité nationale qui a été menée en application de l'article 232 de la *Trade Expansion Act of 1962* commencent à donner des résultats positifs, par exemple, l'accroissement de la capacité de production des États-Unis, notamment en raison du rappel de travailleurs licenciés.
- Parmi les questions qui devraient être traitées dans le cadre de la renégociation de l'ALENA, mentionnons les règles d'origine, les droits de propriété intellectuelle, le commerce numérique, les normes relatives au travail et à l'environnement, la manipulation des devises et la montée du capitalisme d'État.
- Les dispositions relatives au travail et à l'environnement de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste pourraient constituer un bon « point de départ » concernant les dispositions qui devraient être incluses dans l'ALENA.
- En ce qui concerne les marchés publics, les États-Unis n'ont pas besoin de faciliter l'accès; le marché est déjà suffisamment ouvert.
- En ce qui concerne le règlement des différends entre investisseurs et États, les trois pays de l'ALENA disposent de régimes juridiques relativement bons, et il n'est pas clairement établi si ces trois pays membres de l'Organisation de coopération

et de développement économiques (OCDE) ont besoin d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États.

- L'ALENA devrait être modernisé au profit de tous et de manière à parvenir à une relation commerciale plus équilibrée.

L'honorable Wayne Easter, C.P., député, Parlement du Canada et Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

- L'ALENA est un modèle qui a été reproduit à divers endroits et à différents moments, et à des degrés divers dans le monde. Selon de nombreux observateurs, globalement, l'ALENA a eu des répercussions positives pour le Canada, les États-Unis et le Mexique.
- En 2017, la valeur du commerce entre les pays de l'ALENA dépassait 1 billion de dollars américains, ce qui représente plus de trois fois la valeur observée en 1993; l'investissement entre les trois pays a augmenté considérablement également.
- En 2017, les États-Unis sont restés le plus important partenaire du Canada au chapitre du commerce de marchandises et de services, et le Mexique se classait au troisième rang pour les échanges de marchandises avec le Canada.
- On estime que quelque 9 millions d'emplois aux États-Unis dépendent du commerce et des investissements avec le Canada, premier marché d'exportation pour la plupart des États américains; de plus, près de 5 millions d'emplois aux États-Unis découleraient des relations en matière d'échanges commerciaux et d'investissements qu'entretiennent les États-Unis avec le Mexique.
- Dans la plus grande zone économique au monde, les pays de l'ALENA conçoivent des biens et services ensemble qu'ils s'échangent; ensemble, ces trois pays représentent plus de 25 % du produit intérieur brut mondial, et leur marché collectif de plus de 480 millions de consommateurs est évalué à 22 billions de dollars américains.
- L'ALENA a contribué de diverses manières à la croissance économique dans ces trois pays; les économies et les chaînes d'approvisionnement sont intégrées, et – depuis la mise en œuvre de l'accord – des emplois ont été créés, mais d'autres emplois ont été perdus en raison de l'activité commerciale, de l'évolution technologique et de la montée en puissance de la Chine, parmi d'autres facteurs.
- Les échanges commerciaux permettent aux pays de se concentrer sur les domaines où ils possèdent un avantage comparatif, ce qui fait évoluer les tendances au chapitre de l'emploi; bien que l'effet global soit positif, il est probable que certains secteurs et domaines connaissent des gains d'emplois et d'autres, des pertes.
- L'ALENA a été mis en œuvre il y a un certain temps, et le temps est venu de le moderniser; les pays doivent appliquer les leçons tirées des accords de

libre-échange conclus avec d'autres pays depuis 1994, et intégrer des dispositions qui visent à régler des questions qui n'existaient pas il y a près de 25 ans, comme le commerce numérique.

- Les pays de l'ALENA devraient travailler ensemble dans le but de s'assurer de leur capacité, en tant que pays de « l'Amérique du Nord », de concurrencer les autres pays et régions du monde.
- En juin 2018, lors de sa comparution devant le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes, la ministre des Affaires étrangères du Canada a indiqué que les négociateurs de l'ALENA avaient conclu leurs discussions au sujet des neuf chapitres suivants :
 - Les barrières technico-commerciales
 - La compétitivité nord-américaine
 - Les bonnes pratiques de réglementation
 - Les mesures sanitaires et phytosanitaires
 - Les publications et l'administration
 - Les petites et moyennes entreprises
 - La lutte contre la corruption
 - Les télécommunications
 - Les politiques de compétition.
- Les pays de l'ALENA continuent d'avoir des divergences dans un certain nombre de domaines, notamment au chapitre de la clause de temporisation, du commerce des produits laitiers et de la détermination à savoir s'il convient de parvenir à un accord trilatéral ou à des accords bilatéraux parallèles.
- Depuis que la question d'une clause de temporisation a été soulevée pour la première fois par les États-Unis lors de la renégociation de l'ALENA, un certain nombre de gens d'affaires et de législateurs d'Amérique du Nord ont exprimé leur opposition à l'intégration d'une telle clause, parce qu'ils avaient le sentiment qu'une telle disposition créerait de l'incertitude, des retombées négatives sur l'investissement et d'autres répercussions.
- La position du Canada concernant l'intégration d'une clause de temporisation est demeurée claire et cohérente : un ALENA modernisé ne devrait pas contenir une telle clause; selon la ministre canadienne des Affaires étrangères, il s'agit d'une position particulièrement importante compte tenu des discussions actuelles au sujet des règles d'origine dans le secteur de l'automobile de l'ALENA.
- On estime que tant le gouvernement actuel que le futur gouvernement du Mexique s'opposeraient à une clause de temporisation.
- Malgré l'opposition du Canada et du Mexique à l'égard d'une clause de temporisation, cette clause continue d'être une priorité pour les États-Unis. Lors d'une audience du comité sénatorial des États-Unis en juillet 2018, le représentant américain au Commerce a déclaré qu'une clause de temporisation était « vraiment

» nécessaire, réitérant donc une observation qu'il a faite en juin 2018 aux législateurs du Parti républicain au Congrès.

- Selon le sénateur Robert Portman, un ancien représentant américain au commerce, l'article 2001 de l'ALENA prévoyait une « Commission du libre-échange » composée de membres du Cabinet ou de leurs représentants de chacun des trois pays; la section 4 précise que la Commission se réunira au moins une fois l'an, ce qui exige donc – selon le sénateur Portman – un dialogue continu au sujet des améliorations possibles à apporter à l'ALENA.
- En ce qui concerne le commerce des produits laitiers entre le Canada et les États-Unis, le président Donald Trump, des hauts fonctionnaires de l'administration, certains sénateurs et membres de la Chambre des représentants des États-Unis, et d'autres ont laissé entendre que ce commerce est inéquitable.
- Le Canada est d'avis que ni ses politiques ni ses régimes de commercialisation des produits laitiers entraînent des pertes financières pour les producteurs de lait américains, il estime plutôt que le secteur laitier des États-Unis est touché par la surproduction américaine et mondiale; le Canada représente moins de 0,3 % des exportations mondiales de produits laitiers et n'a pas de répercussions négatives sur les producteurs laitiers des États-Unis.
- Tant le Canada que les États-Unis ont adopté des mesures pour soutenir leurs producteurs laitiers, et le commerce des produits laitiers entre le Canada et les États-Unis est actuellement à l'avantage des États-Unis; selon le Bureau du recensement américain, en 2017, les exportations américaines de produits laitiers vers le Canada étaient évaluées à 469 millions de dollars américains, alors que les importations aux États-Unis en provenance du Canada totalisaient 136 millions de dollars américains.
- Lorsque Matt DeCoursey, le secrétaire parlementaire canadien, s'est exprimé dans le cadre du sommet législatif de la NCSL en 2017, il a déclaré que l'ALENA doit demeurer un accord trilatéral; en février 2018, lorsque des législateurs fédéraux du Canada et du Mexique se sont rencontrés, les Canadiens ont affirmé que le Canada est favorable à l'adoption d'un accord trilatéral, un message transmis également par la section canadienne du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis lors des rencontres avec des membres du Congrès américain en mai 2018 et lors de la réunion annuelle du Groupe en juin 2018.
- La position du Canada est constante : un accord trilatéral est la meilleure solution pour les trois pays et est préférable à des accords bilatéraux parallèles qui entraîneraient une augmentation des coûts et réduiraient la capacité des entreprises nord-américaines de soutenir la concurrence internationale.
- Le Mexique est en faveur d'un ALENA trilatéral.
- L'opinion du Canada et du Mexique en faveur d'un ALENA trilatéral est peut-être à l'opposé de l'opinion d'au moins certains Américains. Lors de la réunion du

cabinet du 18 juillet 2018, le président Trump aurait de nouveau évoqué la possibilité d'accords bilatéraux parallèles, avec la signature d'un accord entre les États-Unis et le Mexique qui serait suivi « ultérieurement » par des négociations avec le Canada.

- Selon *Reuters*, lors de la réunion des dirigeants économiques du G20, le secrétaire au Trésor américain a indiqué que le gouvernement des États-Unis était toujours déterminé à conclure un ALENA trilatéral.
- Actuellement, on ignore quand les renégociations de l'ALENA reprendront et prendront fin, la teneur des compromis que ces trois pays seront prêts à faire au sujet des questions à régler, et si l'accord restera trilatéral, ce qui – d'une certaine façon – pourrait faire partie des compromis.
- On semble souhaiter la reprise des négociations de l'ALENA, y compris au niveau ministériel et peut-être surtout à cause de la tenue de l'élection fédérale du Mexique le 1^{er} juillet 2018. À certains égards, cette approche permettrait de relancer les discussions bilatérales et trilatérales qui ont eu lieu depuis la dernière réunion ministérielle en mai 2018.
- En ce qui concerne la conclusion des négociations de l'ALENA, le représentant américain au commerce a récemment déclaré que l'espoir des États-Unis est qu'un accord de principe soit conclu en août 2018; si tel est le cas, compte tenu de l'exigence d'aviser le Congrès américain 90 jours avant la signature d'un accord, un ALENA modernisé pourrait être ratifié avant que le nouveau président du Mexique entre en fonction en décembre 2018.
- Le représentant américain au commerce a exprimé sa confiance dans la capacité des États-Unis à parvenir à « une conclusion quelconque » dans les négociations de l'ALENA avec le Mexique, cette approche susciterait l'engagement du Canada et l'amènerait à « commencer à faire des compromis »; selon lui, le Canada n'a pas fait autant de compromis que les États-Unis et le Mexique.
- En ce qui a trait aux compromis, il est pratiquement impossible de prévoir les compromis que les trois pays de l'ALENA seront prêts à faire une fois que les négociations reprendront, y compris au chapitre du caractère trilatéral de l'accord; il est possible que les compromis soient liés aux résultats concernant ce qui peut être considéré comme des « irritants commerciaux » actuels et potentiels.
- Lors d'une comparution devant le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes en juin 2018, la ministre des Affaires étrangères du Canada a déclaré que les mesures commerciales prises en vertu de l'article 232 des États-Unis « n'ont rien à voir avec les négociations en cours entre le Canada, les États-Unis et le Mexique en vue de moderniser l'ALENA »; au moins en partie, le point de vue de la ministre reflète le fait que l'article 232 est une disposition en matière de sécurité nationale dans le droit américain.

- Certains pensent que les progrès accomplis dans au moins un domaine lié au commerce pourraient avoir des effets positifs dans d'autres domaines; dans ce contexte, on pourrait rappeler les « différends commerciaux » suivants entre le Canada et les États-Unis :
 - Les droits à l'exportation imposés sur certains produits de bois d'œuvre résineux canadiens, qui – selon l'Association nationale des constructeurs d'habitations – ont fait augmenter le prix d'une maison unifamiliale jusqu'à 9 000 \$ US;
 - Les mesures commerciales prises en vertu de l'article 232 visant certains produits canadiens de l'acier et de l'aluminium, avec une exemption initiale qui a cessé supposément en raison de la lenteur des progrès accomplis dans les négociations de l'ALENA;
 - Les enquêtes relatives à l'article 232 portant sur les automobiles et les pièces automobiles, et – plus récemment – sur l'uranium.
- L'avenir est incertain, mais le Canada est prêt à s'engager « de bonne foi » dans les négociations de l'ALENA qui visent à faire face aux nouvelles réalités, à tenir compte des enseignements tirés de cet accord et d'autres accords commerciaux depuis la mise en œuvre de l'ALENA en 1994, et à conclure un accord du XXI^e siècle; cela étant dit, un engagement commun doit être pris pour instaurer des relations commerciales fondées sur des règles, pour améliorer la compétitivité en Amérique du Nord et pour parvenir à un accord gagnant-gagnant.
- À l'avenir, il faudrait mettre l'accent sur le futur de l'Amérique du Nord dans lequel la principale priorité collective des pays de l'ALENA serait de présenter une concurrence efficace aux autres pays et régions du monde.

MILIEUX DE TRAVAIL SAINS : LA CULTURE L'EMPORTE SUR LA CONFORMITÉ

Johnny Taylor, *Society for Human Resource Management*

- La culture du milieu de travail peut être transformée pour régler les problèmes des ressources humaines, y compris toutes les formes de harcèlement. Le « harcèlement » existe à divers degrés.
- Les règles de la conformité, l'éducation et la formation sont insuffisantes pour traiter certains problèmes des ressources humaines, et la culture « l'emporte » toujours sur la conformité.
- On estime que 94 % des organisations américaines ont des politiques sur le harcèlement, pourtant le harcèlement persiste; les règles écrites n'ont pas d'importance si les règles non écrites permettent à certains comportements d'exister et de persister.
- Le harcèlement sexuel au travail est courant; et il n'est pas souvent signalé par crainte de représailles et par la conviction que l'organisation ne prendrait pas de mesures à l'encontre du présumé harceleur.

- Des personnes peuvent quitter une organisation en raison du harcèlement, ce qui est regrettable tant pour la personne que pour l'organisation qui a investi en elle.
- Il est important de prendre des mesures précises et concrètes contre le problème du harcèlement.
- Les règles doivent reconnaître que les humains sont humains, et que les gens poursuivra leurs collègues, leurs patrons, leurs mentors, etc. si c'est ce qu'elles souhaitent; les organisations devraient envisager l'adoption d'une politique de divulgation, plutôt que d'interdire les relations en milieu de travail.
- Toutes les plaintes de harcèlement devraient être traitées de façon rapide, transparente, équitable, approprié et confidentielle; les enquêtes devraient être effectuées par un organe indépendant, plutôt que par une personne indépendante qui pourrait avoir un parti pris.
- Les organisations devraient appliquer les règles de manière uniforme; le harcèlement sexuel est une manifestation de pouvoir, et il est commis par des personnes qui exercent un contrôle.
- Les organisations devraient avoir une position claire relativement à ce qui est et ce qui n'est pas un comportement approprié en milieu de travail.
- Des experts en ressources humaines devraient être embauchés, pour régler les problèmes des ressources humaines; s'il y a lieu, ils possèdent un ensemble de compétences particulières, et peu de gens dans un milieu de travail possèdent les compétences nécessaires.

LARGE BANDE, COLLECTIVITÉS INGÉNIEUSES ET AU-DELÀ

Satya Parimi, *Données et produits en nuage*

- Il est possible de transformer les collectivités numériquement afin de maximiser la valeur économique et sociétale.
- La connectivité universelle est importante.
- Des capteurs peuvent recueillir de l'information, et les données qui en résultent sont intégrées dans un système pour procéder ensuite à l'analyse, peut-être à l'aide de l'intelligence artificielle.

Michael Sherwood, *Technologies de l'information*

- Les technologies perturbatrices peuvent aider les économies à se développer et les sociétés à se préparer pour l'avenir.
- Les décisions doivent être fondées sur des données, plutôt que sur des hypothèses ou des estimations.

ACCROÎTRE L'ACCÈS DES CONSOMMATEURS À DES CARBURANTS PLUS PROPRES, PLUS SAINS ET MOINS COÛTEUX

Michael Lorenz, *Sheetz Inc.*

- De nombreux consommateurs recherchent des carburants qui coûtent moins cher, qui sont meilleurs pour l'environnement et pour les moteurs, et qui sont renouvelables. Ils recherchent également des carburants qui favorisent la création d'emplois aux États-Unis et l'indépendance énergétique des États-Unis.
- L'E15 est un carburant qui présente bon nombre des caractéristiques souhaitées par les consommateurs. L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a autorisé l'utilisation du carburant E15 qui convient à 90 % des véhicules circulant sur nos routes aujourd'hui, et 81 % des véhicules neufs sont qualifiés pour utiliser le carburant E15.
- Le carburant E15 est sûr, éconergétique, a un indice d'octane élevé et est moins cher qu'un certain nombre d'autres carburants.
- L'éthanol, qui compose 15 % du carburant E15, peut constituer l'une des sources d'octane les moins coûteuses.
- L'éthanol aide à rendre l'air plus sain en permettant une réduction des émissions de dioxyde de carbone, de benzène, de toluène et de xylène, qui contribuent au smog.

Angela Tin, *American Lung Association*

- Lorsqu'une personne ne peut pas respirer, plus rien ne compte.
- Les causes des maladies pulmonaires et du cancer du poumon incluent le tabagisme, l'exposition au radon et aux produits chimiques présents dans le milieu de travail, comme l'amiante et la silice, et la pollution atmosphérique provenant des moyens de transport et des sources industrielles.
- Le cancer du poumon est le cancer le plus meurtrier, il est généralement attribuable au tabagisme; cependant, alors que le nombre de fumeurs diminue, l'incidence du cancer du poumon augmente.
- La pollution atmosphérique provient de sources naturelles, le chauffage domiciliaire, les sources industrielles, le trafic, les sources de pollution de l'air intérieur et les feux en plein air, comme les feux de camp.
- Les problèmes de santé, comme le cancer du poumon et l'emphysème qui sont liés à une exposition à la pollution atmosphérique sont souvent mortels.
- En 2016, la pollution atmosphérique a été responsable de 6,1 millions de décès dans le monde, ce qui représente 12 % des décès à l'échelle mondiale; 4,1 millions de ces décès ont été attribués à la pollution de l'air extérieur ou ambiant.

- D'un point de vue sectoriel, les émissions d'hydrocarbures des États-Unis sont les suivantes :
 - Les feux : 29 %
 - Les sources mobiles : 26 %
 - Les processus industriels : 19 %
 - L'utilisation de solvants par des consommateurs et des utilisateurs commerciaux : 16 %
 - La combustion de combustibles : 3 %
 - Des émissions diverses : 7 %

- D'un point de vue sectoriel, les émissions d'oxyde d'azote sont les suivantes :
 - Les feux : 3 %
 - Les sources mobiles : 62 %
 - Les processus industriels : 9 %
 - L'utilisation de solvants par des consommateurs et des utilisateurs commerciaux : 16 %
 - La combustion de combustibles : 26 %
 - Des émissions diverses : moins de 1 %.

- Un nouveau véhicule aujourd'hui est jusqu'à 95 % plus propre qu'un nouveau véhicule en 1970.

- Le retrait du plomb de l'essence par l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA), en 1974, a entraîné des réductions dans les teneurs en plomb dans l'essence et dans le niveau de plomb dans le sang de l'Américain moyen.

- L'« essence reformulée » est de l'essence ayant subi un traitement et un raffinement supplémentaires; elle est caractérisée par une évaporation réduite, un composé oxygéné afin d'améliorer la combustion, moins de benzène et – souvent – une teneur de 10 % d'éthanol.

- L'essence reformulée est nécessaire parce qu'on retrouve deux fois plus de voitures sur les routes aujourd'hui et que les voitures sont conservées plus longtemps.

- Aujourd'hui, les voitures sont 98 % « plus propres » que celles d'il y a 30 ans.

AIDER LES ÉLÈVES DE LA MATERNELLE À LA 12^e ANNÉE GRÂCE À LA PARTICIPATION À DES PROGRAMMES PARASCOLAIRES

Bill Fennessy, *THINK Together*

- Les programmes parascolaires des écoles secondaires ne sont pas « utiles », mais « bien nécessaires ».

- Le « secret de la réussite » des programmes parascolaires destinés aux adolescents plus vieux tient aux relations.
- Les adolescents plus vieux disposent habituellement d'un minimum de huit heures par jour qui peuvent être allouées à des activités positives ou négatives. Comme ils se retrouvent en train de développer et d'exercer leur « capacité d'agir et leur autodétermination, ils « votent avec leurs pieds ».
- Chaque école secondaire a sa propre culture, et les programmes parascolaires destinés aux adolescents plus vieux doivent être personnalisés pour chaque école.
- Les concepteurs de programmes parascolaires devraient travailler directement avec les administrateurs scolaires et utiliser des données particulières propres à l'école et aux élèves pour déterminer les besoins, comme l'aide aux devoirs, les didacticiels des activités athlétiques, les interventions ciblées, etc.
- Les concepteurs de programmes parascolaires devraient collaborer avec les enseignants pour coordonner et intégrer différentes modalités d'apprentissage dans les programmes parascolaires qui soutiennent directement l'enseignement, comme l'apprentissage basé sur des projets et le travail, et le développement des compétences.
- Les concepteurs de programmes parascolaires devraient effectuer un sondage auprès des élèves de l'école afin de savoir ce qu'ils souhaitent vraiment faire après les cours.
- Actuellement, les programmes parascolaires dans les écoles secondaires mettent l'accent sur ce qui suit : la nutrition, les comportements sains et la vie saine, la prévention de la toxicomanie, l'apprentissage socioémotionnel, les pratiques afin de réduire les traumatismes et la préparation pour le marché du travail.

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES ÉTATS

Evan Hoffman, *Organization for International Investment*

- Il est important d'établir un contexte politique qui attirera des investissements directs étrangers aux États-Unis; les investissements mondiaux aux États-Unis constituent un « vote de confiance » envers l'économie américaine.
- Les entreprises étrangères sont en grande partie responsables de la reprise du secteur manufacturier des États-Unis.
- Les entreprises étrangères souhaitent faire ce qui suit :
 - Livrer concurrence dans un environnement « ouvert »;
 - Participer à des chaînes d'approvisionnement intégrées;

- Avoir accès au nombre approprié d'employés possédant les compétences nécessaires;
- Avoir accès à du capital;
- Avoir accès aux infrastructures qui sont nécessaires pour proposer leurs produits aux consommateurs.

Dex Battista, *Magna International Inc.*

- Voici certains des facteurs qui attirent les entreprises dans un endroit :
 - L'accès aux consommateurs;
 - Des agences de développement économique réceptives;
 - La disponibilité d'une main-d'œuvre possédant les compétences requises;
 - Un cadre législatif et réglementaire favorable;
- Les politiques fédérales ont des incidences à l'échelle locale et des États.

Patricia Elliott, *Affaires mondiales Canada*

- Le Canada, les États-Unis et le Mexique font partie d'une économie intégrée unique; les trois pays achètent et vendent entre eux, et produisent des articles ensemble qui sont ensuite vendus sur le marché mondial.
- Les pays de l'Amérique du Nord représentent environ 7 % de la population mondiale et 27 % du produit intérieur brut mondial.
- Le libre-échange permet à l'Amérique du Nord de soutenir la concurrence internationale grâce au partage des chaînes d'approvisionnement, à des marchés de l'énergie efficaces et à une culture d'innovation qui aident à faire de l'Amérique du Nord la plus importante région économique du monde et la plus concurrentielle.
- Depuis 1993, année de la signature de l'ALENA, la valeur totale des échanges commerciaux entre les trois pays nord-américains a pratiquement quadruplé.
- L'ALENA a ouvert de nouveaux débouchés à l'exportation, a stimulé la création d'entreprises compétitives à l'échelle internationale et a contribué à attirer d'importants investissements directs étrangers dans les trois pays.
- D'un point de vue nord-américain, investir dans nos économies respectives et supprimer les obstacles au commerce et à la circulation des biens et des personnes comptent parmi les facteurs essentiels de la croissance économique au cours des 25 dernières années.
- Compte tenu de l'intégration économique au sein de l'Amérique du Nord, les tarifs douaniers des États-Unis visant l'acier et l'aluminium, le papier journal et les panneaux solaires, de même que la menace d'imposer des tarifs douaniers visant les automobiles, sont contre-productifs.

- L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne est l'un des accords commerciaux les plus ambitieux jamais conclus, et le premier accord commercial de l'Union européenne conclu avec un pays du G7. Grâce à des investissements au Canada, les investisseurs souhaitent avoir accès à l'Union européenne.
- Le Canada participe à des négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange avec des pays de l'Alliance du Pacifique, soit le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou, et avec des pays du Mercosur, soit l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

L'IMPORTANTANCE DES ENFANTS

Leslie Boissiere, Annie E. Casey Foundation

- Tous les enfants devraient avoir la possibilité de réaliser leur plein potentiel.
- Les enfants n'ont pas voix au chapitre, ne votent pas et n'ont pas de ressources financières.
- En comparant les quatre indices sur le bien-être économique des enfants de 2010 à ceux de 2016, on note que les quatre indices se sont améliorés soit : « les enfants dans la pauvreté », « les enfants dont les parents occupent un emploi précaire », « les enfants vivant dans un ménage dont le coût du logement est élevé » et « les adolescents qui ne vont ni à l'école ni au travail »
- En comparant les quatre indices sur l'éducation des enfants des années 2009 à 2011 à ceux des années 2014 à 2017, on observe que les indices sur « les élèves de quatrième année qui n'ont pas assez acquis de compétences en lecture » et sur « les élèves de l'école secondaire qui n'obtiennent pas leur diplôme dans les délais habituels » se sont améliorés et que ceux sur « les jeunes enfants qui ne vont pas à l'école maternelle » et « les élèves de huitième année qui n'ont pas assez acquis de compétences en mathématique » sont demeurés les mêmes.
- En comparant les trois indices sur la santé des enfants des années 2009 ou 2010 à ceux des années 2015 ou 2016, on constate que l'indice sur « les enfants sans assurance-maladie » s'est amélioré, que l'indice sur « les nourrissons de poids insuffisant à la naissance » s'est aggravé, et que l'indice sur « les décès chez les enfants et les adolescents par 100 000 habitants » est demeuré le même; en raison de changements méthodologiques, une comparaison pour le quatrième indice – « les adolescents qui consomment de l'alcool ou des drogues » – n'a pas pu être effectuée au fil du temps.
- En comparant les quatre indices sur la famille et le milieu de vie de 2008 à 2012 à ceux de 2012 à 2016, on constate que les indices sur « les enfants vivant dans des familles dont le chef n'a pas de diplôme d'études secondaires » et sur « les naissances chez les adolescentes par 1 000 habitants » se sont améliorés, que l'indice sur « les enfants qui vivent dans des familles monoparentales » a empiré

et que l'indice sur « les enfants qui vivent dans des milieux très pauvres » est demeuré le même.

- D'après le classement sur le bien-être des enfants de 2018, voici les cinq États en tête de peloton :
 - Pour l'ensemble : le New Hampshire, le Massachusetts, le New Jersey, le Minnesota et l'Iowa;
 - Sur le plan du bien-être économique : le Dakota du Nord, le Nebraska, le New Hampshire, l'Iowa et le Minnesota;
 - Sur le plan de l'éducation : le New Jersey, le Massachusetts, le Connecticut, le New Hampshire et le Vermont;
 - Sur le plan de la santé : le Massachusetts, le New Hampshire, le New Jersey, New York et Washington;
 - Sur le plan de la famille et de la collectivité : l'Utah, le New Hampshire, le Vermont, le Dakota du Nord et le Minnesota.

- D'après le classement sur le bien-être des enfants de 2018, voici les cinq États en queue de peloton :
 - Pour l'ensemble : l'Alaska, le Nevada, le Mississippi, la Louisiane et le Nouveau-Mexique;
 - Sur le plan du bien-être économique : l'Arizona, la Virginie-Occidentale, le Mississippi, le Nouveau-Mexique et la Louisiane;
 - Sur le plan de l'éducation : l'Oklahoma, la Louisiane, l'Alaska, le Nevada et le Nouveau-Mexique;
 - Sur le plan de la santé : le Montana, le Mississippi, le Nouveau-Mexique, le Wyoming et l'Alaska;
 - Sur le plan de la famille et de la collectivité : l'Arizona, le Texas, la Louisiane, le Nouveau-Mexique et le Mississippi.

LORSQUE LES LÉGISLATEURS ET LES CITOYENS S'ENGAGENT

David Holwerk et Claire Snyder, *Kettering Foundation*

- Les représentants élus cherchent à établir plus de liens avec leurs électeurs et leurs collectivités et à obtenir un engagement plus actif de leur part.

- Un manque de confiance compromet la capacité des représentants élus à bien s'acquitter de leurs fonctions.

- La clé de l'efficacité réside dans l'établissement de liens; la capacité à « établir un lien » est compromise par ce qui suit :
 - Un manque de réflexion en termes de participation civique;
 - Un manque de confiance;
 - Une incapacité à inciter les gens à s'engager;
 - Les préoccupations à l'égard des dangers physiques et psychologiques.

- Les gens se sentent « dépourvus » face aux liens insuffisants qu'ils entretiennent avec les autres et avec les institutions.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES ÉTATS-UNIS

Christopher Thornberg, *Beacon Economics*

- L'économie des États-Unis est stable depuis la chute des cours des produits de base à l'échelle mondiale en 2014-2015, et le pays connaît de fortes tendances haussières par rapport aux marchés du travail, aux investissements des entreprises, aux salaires, aux exportations, à l'énergie et au logement.
- Il y a peu de chances que les États-Unis connaissent une récession au cours des 24 prochains mois.
- Voici certaines contraintes ayant trait à la croissance économique future des États-Unis :
 - La pénurie de main-d'œuvre qui nuit aux employeurs;
 - La hausse des taux d'intérêt à long terme;
 - La forte croissance des déficits gouvernementaux;
 - Les préoccupations concernant le commerce mondial et la sécurité à l'échelle mondiale;
 - Le peu d'efforts déployés pour régler les problèmes du sous-investissement dans les infrastructures, de la richesse croissante et de l'inégalité des revenus, de la hausse des coûts liés aux soins de santé, ainsi que les problèmes concernant les pensions et les autres droits;
 - Le « décalage » entre les réalités économiques et le discours politique.

LEÇONS DE LEADERSHIP DÉTAILLÉES

Amy Trask, *BIG3*, réseau *CBS* et *auteur*

- Les éléments d'un contexte « favorables » aux affaires varient; il n'existe pas de modèle unique.
- Chaque personne au sein d'une organisation contribue à son succès.
- Il est impossible de prévoir la source de la prochaine idée géniale d'une organisation, aucune idée ne devrait être rejetée sur la base de considérations liées à son émetteur; il n'y a pas de mauvaises idées, et les idées sous-optimales peuvent susciter des discussions qui mènent à de bonnes idées.
- Il est important d'avoir un discours courtois, et les gens peuvent exprimer des opinions divergentes sans être désagréables.
- Comme les gens ont une façon différente de travailler, il est important d'apprendre les uns des autres.
- Le travail acharné compte, et les gens doivent travailler aussi fort qu'ils le peuvent.

- Les gens devraient se concentrer sur les « 4 C » : communiquer, coopérer, faire des compromis et collaborer.

LA CRYPTOMONNAIE : LA MONNAIE DE L'AVENIR OU JUSTE UNE MODE?

Andrew Beal, *Ernst & Young*

- Les milléniaux sont deux fois plus susceptibles que tout autre groupe d'âge d'acheter de la cryptomonnaie, et 30 % d'entre eux préféreraient investir 1 000 \$ en bitcoins plutôt qu'en obligations du gouvernement.
- On estime qu'environ 251 fonds spéculatifs investissent dans les cryptomonnaies; sur ces fonds, 200 ont vu le jour depuis le début de l'année 2017.
- En septembre 2016, il y avait 48 plateformes d'échange de cryptomonnaies dans le monde; en avril 2018, on en comptait plus de 500.
- Tout ce qui peut être transformé en jetons sera transformé en jetons.

Lucinda Fazio, *Département des institutions financières de l'État de Washington*

- La chaîne de blocs (blockchain) est une plateforme logicielle; le bitcoin n'est qu'une des utilisations de cette plateforme.
- Il est important de se doter d'une bonne politique fondée sur le savoir, non d'une mauvaise politique fondée sur l'ignorance.

Peter Van Valkenburgh, *Coin Center*

- Avec le bitcoin, la véritable innovation est l'immatriculation d'origine.
- Certains des problèmes qui se posent à l'égard des cryptomonnaies sont la protection des consommateurs, la protection des investisseurs, le blanchiment d'argent et le traitement fiscal.

L'ÉVOLUTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DES ÉTATS-UNIS : POSSIBILITÉS ET DÉFIS

Alistair Fitzpayne, *l'Institut Aspen*

- Selon certaines estimations, environ 50 % du « travail indépendant » – comme celui créé grâce à Etsy, Airbnb et Uber – est complémentaire.
- Comme leur revenu fluctue souvent d'un mois à l'autre, la volatilité des revenus et la planification financière constituent des défis pour de nombreux « travailleurs indépendants ». Une solution partielle à ces défis consisterait à créer une loi sur les prestations transférables partout aux États-Unis, et la *Affordable Care Act* (loi sur les soins abordables) pourrait servir de modèle fédéral.

- Les subventions fiscales fédérales des États-Unis soutiennent un modèle de prestations d'employeurs, incluant notamment la retraite, les soins de santé, les garderies, le transport et l'aide à l'éducation.

Jeff Wald, *WorkMarket*

- Un certain nombre de facteurs ont contribué à « rompre » le « contrat de l'emploi à vie », notamment, la mondialisation, la technologie et l'activisme des actionnaires.
- En moyenne, les gens occupent un emploi précis pendant cinq ans; cette durée moyenne existe depuis « longtemps » et cela vaut pour tous les groupes démographiques.
- Selon une prévision, d'ici 2025, une entreprise faisant partie du groupe « Fortune 2000 » existera sans compter d'employés en dehors des « cadres dirigeants ».

À PROPOS DU PAYS : LES POLITIQUES, LES SONDAGES ET LA CULTURE POPULAIRE

Margie Omero, *GBA Strategies*

- Tant les démocrates que les républicains ont le sentiment que les États-Unis sont divisés, et ils se sentent déconnectés des gens qui sont partisans de l'autre parti politique.
- Le président Trump domine toute l'actualité politique, et il est difficile de « diffuser les messages » portant sur tout autre sujet.
- Lorsqu'on évalue les priorités des électeurs, il est important de savoir que les soins de santé revêtent une grande importance pour les gens; l'enjeu des armes à feu et les enjeux sociaux leur paraissent également importants.
- Il importe que les candidats et les représentants élus soient authentiques et honnêtes.
- Les sondages diffèrent quant à la méthodologie employée et aux groupes de personnes interrogées; la manière dont les questions sont formulées est aussi extrêmement importante, et la formulation doit être précise.
- Les gens ne devraient pas accorder d'attention aux sondages au sujet de l'élection de 2020, c'est trop loin pour faire des prédictions valables.
- Les démocrates voudront avoir un coup de cœur et se sentir stimulés par leur candidat présidentiel de 2020.

Kristen Soltis Anderson, *Echelon Insights*

- La politique se présente maintenant avec deux coalitions : la coalition de la transformation et la coalition de la remise en état.
- Les jeunes électeurs ont tendance à être des « électeurs à l'élection présidentielle »; ils n'ont pas tendance à voter autant lors des élections de mi-mandat.
- Les jeunes électeurs ne sont pas toujours progressistes.
- Si les gens n'obtiennent pas leur information auprès des sources de nouvelles traditionnelles, il est important d'examiner la mesure dans laquelle ils obtiennent leur information auprès des renseignements communiqués sur Twitter ou sur Facebook.
- Le taux d'approbation à l'égard de la présidence de Trump est demeuré assez stable.
- En 2018, il y avait plusieurs sièges vacants au Congrès; de nombreux républicains à la Chambre des représentants prennent leur retraite, notamment dans des postes supérieurs comme président de comité, et – au Sénat – le président Trump est assez populaire dans des États représentés par des sénateurs démocrates.
- De nombreux républicains pensent que le président Trump a réussi contre toute attente à remporter l'élection de 2016 et continuent de le considérer comme un gagnant; lors des primaires du Parti républicain, la question fondamentale qu'il faudra se poser est de savoir quel candidat appuiera le programme du président Trump.
- Certaines personnes ne sont pas honnêtes dans leurs réponses aux questions du sondage.

MÉGADONNÉES : LA FAÇON DONT L'EXPLOSION DE L'INFORMATION PEUT ORIENTER DE BONNES POLITIQUES

Monty Faidley, *LexisNexis*

- Les « mégadonnées » peuvent être utilisées pour répondre à des questions compliquées, telles que les suivantes :
 - Dans quelle mesure les dépenses consacrées aux soins de santé préventifs ont-elles permis de réduire les coûts de soins de santé?
 - Quelle est l'ampleur de la fraude d'identité?
 - Combien de personnes sont susceptibles d'être touchées par les inondations causées par un ouragan particulier?
 - Quelle est l'incidence de la crise des opioïdes sur les finances des États?
- Les « mégadonnées » peuvent être utilisées pour aider à réprimer la fraude d'identité liée au remboursement d'impôt et la fraude touchant l'assurance-chômage, entre autres.

- Les « solutions liées aux mégadonnées » sont limitées en raison des réserves de données, des préoccupations en matière de protection des renseignements personnels et de sécurité, et des limites des capacités techniques et humaines.
- Pour surmonter les contraintes liées aux réserves de données, envisager ce qui suit : remettre en cause les croyances selon lesquelles le partage de données n'est pas autorisé; utiliser la technologie pour lier plus facilement les ensembles de données et encourager la coordination entre les organisations.
- Pour répondre aux préoccupations en matière de protection des renseignements personnels et de sécurité, envisager ce qui suit : évaluer les raisons pour lesquelles les données sont recueillies et utilisées, et combien de temps elles sont conservées; communiquer les risques et les avantages; respecter les règlements fédéraux de sécurité et les pratiques exemplaires mises en place par le secteur privé.
- Pour composer avec les limites des capacités techniques et humaines, envisager ce qui suit : réaliser des investissements judicieux : utiliser l'analyse pour rationaliser et prioriser les résultats; et travailler en partenariat avec le secteur privé pour former le personnel et renforcer ses capacités.

John Scianimanco, *Laura and John Arnold Foundation*

- Le terme « mégadonnées » fait référence aux données que les gouvernements recueillent et « détiennent » sur les électeurs chaque fois que ces personnes reçoivent des services publics.
- Les « données » ne sont pas identiques à l'« information ».
- Les données peuvent être utilisées pour prendre des décisions plus judicieuses et pour sauver des vies. Dans ce contexte, il convient d'envisager de créer un système intégré de données, qui permettra une perspective à 360 degrés.
- L'analyse prédictive permet d'extraire des données existantes pour dresser des tendances et prédire des tendances et des résultats futurs.
- La législation est un des moyens les plus efficaces pour permettre un plus grand partage des données.
- Avant de permettre à des programmes de recevoir des fonds supplémentaires ou d'augmenter de taille, il faudrait utiliser les données pour déterminer si ceux-ci sont efficaces.

RENFORCEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES

Chris Mehl, *Headwaters Economics*

- Le Montana compte parmi les États américains dont la croissance progresse à un rythme plus rapide que la moyenne au chapitre de l'emploi, du revenu personnel et du revenu par habitant.
- Dans le secteur manufacturier des États-Unis, la productivité est plus importante que jamais, mais en faisant appel à des effectifs moins nombreux; 88 % des pertes d'emploi sont le résultat de l'automatisation.
- Aux États-Unis, 95 % des nouveaux emplois créés sont dans le secteur des services.
- Les économies rurales peuvent être renforcées en prenant diverses mesures, dont celles qui suivent :
 - Améliorer l'accès aux marchés;
 - Mettre en place des politiques fiscales favorables;
 - Prêter attention aux facteurs liés à la « qualité de la vie » comme moyen d'attraction du capital humain.

LE MOTEUR DU CHANGEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : LA FORMATION EN SCIENCES INFORMATIQUES

Juan Navarro et Monica Roman, *The College Board*

- Le Bureau of Labor Statistics (bureau des statistiques du travail) des États-Unis a estimé que, d'ici 2026, près de 3,5 millions de nouveaux emplois dans les domaines des sciences informatiques seront créés.
- Les emplois en informatique sont la principale source des nouveaux salaires aux États-Unis.
- On estime à 500 000 le nombre d'offres d'emplois en informatique aux États-Unis, et ces emplois sont offerts dans tous les secteurs d'activité et tous les États. De plus, le rythme de croissance de ces emplois devrait être deux fois plus rapide que le rythme de croissance de tous les autres emplois.
- Sur les plus de 9 millions d'emplois en sciences, en technologies, en génie et en mathématiques (STGM) qui devraient être disponibles aux États-Unis au cours de la prochaine décennie, on estime que 50 % d'entre eux exigeront de l'expérience en informatique. Ce type d'expérience devient donc un impératif pour les étudiants actuels et les effectifs de demain.
- En 2017, près de 43 000 diplômés en sciences informatiques sont entrés sur le marché du travail des États-Unis; ce nombre est considérablement inférieur à ce qui serait nécessaire pour répondre aux besoins actuels et futurs du marché du travail des États-Unis.
- Il importe de remédier au « décalage » entre le marché du travail et le système d'éducation. Pour préparer les étudiants à occuper des emplois liés aux sciences

informatiques et à d'autres domaines en STGM, les États américains doivent accroître considérablement le nombre de formateurs qualifiés en sciences informatiques et le nombre de cours d'informatique offerts aux étudiants.

- Les défis liés au développement des sciences informatiques incluent les suivants:
 - Les pénuries d'enseignants dans le domaine des sciences informatiques;
 - Les obstacles à l'inscription et à la participation;
 - La viabilité des programmes de sciences informatiques.
- Pour relever les défis liés au développement des sciences informatiques, les États peuvent prendre des mesures, dont les suivantes :
 - Soutenir la formation et le perfectionnement professionnel des enseignants;
 - Exiger que des cours d'informatique soient offerts à tous les étudiants;
 - Offrir des incitatifs financiers pour favoriser l'offre de cours d'informatique.
- Les femmes et les membres des minorités visibles sont sous-représentés en sciences informatiques.
- Il serait possible d'augmenter le nombre de diplômés en sciences informatiques en présentant aux étudiants des sujets actuels qui les intéressent et en mettant l'accent sur les aspects créatifs et collaboratifs des sciences informatiques.

Sénatrice Joyce Woodhouse, *Organe législatif du Nevada*

- Des compétences en STGM sont importantes pour favoriser la compétitivité et l'innovation.
- La connaissance des sciences informatiques est essentielle dans une vaste gamme de professions.
- Les effectifs dont les employeurs auront besoin pour demeurer concurrentiels à l'avenir devront posséder des compétences informatiques, y compris en programmation.
- Les filles sont sous-représentées dans les cours d'informatique.

Respectueusement soumis,

L'honorable Michael L. MacDonald,
Sénateur et coprésident du Groupe
interparlementaire
Canada–États-Unis

L'honorable Wayne Easter, C.P.,
député et coprésident du Groupe
interparlementaire
Canada–États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	Sommet législatif annuel de la « National Conference of State Legislatures » (NCSL)
DESTINATION	Los Angeles, Californie, États-Unis d'Amérique
DATES	Du 29 juillet au 2 août 2018
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Michael L. MacDonald L'honorable Diane Griffin
CHAMBRE DES COMMUNES	L'honorable Wayne Easter, C.P., député M. John Brassard, député M. Brian Masse, député
PERSONNEL	Mme Miriam Burke, secrétaire exécutive Mme June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	11,913.90 \$
HÉBERGEMENT	0,00 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	600.93 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	3,711.00 \$
TOTAL	16,225.83 \$